

# Systemes nationaux de suivi de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiene au- delà des ODD

Aborder la question de la responsabilité et de la gestion de la performance



# Contents

<b>Résumé exécutif</b> .....	<b>3</b>
<b>Introduction</b> .....	<b>3</b>
Un suivi dirigé par les pays destiné à l'atteinte des ODD.....	3
Le défi .....	4
Le problème de l'approche fragmentée .....	4
Participation et responsabilisation pour faire face à la fragmentation .....	5
Directives sur le renforcement des cadres nationaux d'indicateurs de suivi de l'AEPHA .....	5
1. Ouvrir un dialogue pour évaluer et adapter les mécanismes de responsabilisation. ....	5
2. Examiner les méthodes existantes de mesure de la performance : cadres d'indicateurs nationaux existants, directives, législation, etc. ....	6
3. Exigences et lacunes en matière d'information d'enquête pour chaque acteur.....	6
4. Élaborer des cadres d'indicateurs nationaux et ceux propres à chaque institution ou à chaque objectif.....	6
5. Effectuer une évaluation participative des capacités et élaborer un plan de suivi chiffré. ....	7
<b>Recommandation politique finale</b> .....	<b>7</b>

Avec de nombreux cadres d'indicateurs et de méthodologies de suivi-évaluation, comment les gouvernements et leurs administrés peuvent-ils évaluer l'utilité de nouvelles approches ? Comment ces cadres peuvent-ils servir à soutenir, plutôt que se substituer au suivi dirigé par les pays ?

## Résumé exécutif

Il existe une approche pratique pour l'élaboration d'un cadre de S&E qui intègre l'esprit des ODD à d'autres engagements nationaux. Cette approche s'appuie en premier lieu sur les mécanismes de responsabilisation des acteurs du secteur, la définition de méthodes de travail et d'objectifs communs, le point sur les besoins d'information spécifiques de chaque acteur pour atteindre ces objectifs, et enfin la définition d'une approche réaliste pour générer des données et des connaissances. La présente note de politique examine l'intersection entre les cadres nationaux de suivi et d'autres cadres de durabilité tels que les ODD qui aident à définir la stratégie dans les pays du monde entier. Elle présente ainsi les étapes pratiques décrivant la manière dont les cadres nationaux de S&E peuvent être développés et améliorés pour être pertinents et utilisables dans le cadre des mécanismes nationaux de responsabilisation et d'examen de la performance ; tout en étant conformes aux engagements pris relativement à des cadres mondiaux et régionaux tels que les ODD et la Déclaration de Ngor.

Cette note s'adresse aux gouvernements nationaux et aux collectivités locales, à la société civile et aux partenaires au développement. La recommandation clé qu'elle contient est que tous les acteurs engagés dans le renforcement des systèmes nationaux de suivi, adoptent une approche participative et axée sur les processus en vue de la compréhension de la situation actuelle, des besoins et lacunes en matière d'information, et de la capacité des acteurs à mettre en œuvre des changements et améliorations aux systèmes nationaux de suivi-évaluation de l'AEPHA.

## Introduction

### UN SUIVI DIRIGÉ PAR LES PAYS DESTINÉ À L'ATTEINTE DES ODD

Un accent accru a été mis ces dernières années sur le renforcement des systèmes nationaux de suivi, comme en témoignent plusieurs initiatives et engagements mondiaux, tels que la Déclaration de Ngor, qui préconise des "systèmes de suivi, de reporting, d'évaluation, d'apprentissage et d'examen pilotés par les gouvernements". Dans le contexte des Objectifs de Développement Durable, les gouvernements nationaux du monde entier sont appelés à agir en tant que leaders pour construire et soutenir de solides systèmes nationaux de suivi et de responsabilisation afin d'honorer les engagements nationaux, régionaux et mondiaux.

Des cadres d'indicateurs solides et validés constituent une composante essentielle du suivi, bien que la production et l'utilisation efficaces des données exigent la capacité et la coordination de toutes les institutions concernées. L'information doit être recueillie, analysée et présentée de différentes façons pour différents publics, pour garantir qu'elle puisse être efficacement utilisée.

## LE DEFI

Les gouvernements nationaux et les ministères responsables de l'AEPHA ont généralement de multiples engagements, normes et cadres de résultats sur la base desquels ils mènent des activités de suivi et de reporting (voir encadré 1). Les prestataires de services, les agences de soutien et les acteurs de la mise en œuvre ont généralement leurs propres cadres de suivi. Un cadre national de suivi devrait être axé sur des mécanismes de responsabilité mutuelle, qui peuvent répondre à d'autres cadres de suivi existants ou interagir avec eux pour garantir la performance du secteur. Sans coordination, expertise et leadership engagé, des priorités non uniformisées aboutissent souvent à un système d'information national fragmenté, inefficace et incapable de répondre aux besoins multiples des différents acteurs.

Le suivi de l'AEPHA, en particulier dans les zones rurales, s'est généralement limité à l'infrastructure et à l'état des actifs (en reposant sur la computation du nombre de ménages équipés de toilettes, du nombre de points d'eau communautaires, des types d'infrastructures et du nombre des installations fonctionnelles). Des cadres plus professionnels et de niveau de service ainsi que les ODD comprennent un certain nombre de dimensions d'indicateurs destinées à examiner la fiabilité, la durabilité et l'équité dans ces services, c'est-à-dire la disponibilité, l'accessibilité, la quantité, la qualité, le caractère abordable et l'acceptabilité. En outre, le suivi de l'AEPHA peut porter sur des facteurs de succès de niveau supérieur, souvent désignés ensemble comme l'environnement favorable à la prestation de services. Des cadres de suivi de ces composantes de base essentielles pour la durabilité et le suivi des progrès vers les résultats, ont été largement développés grâce à la coopération internationale dans le contexte d'initiatives mondiales telles que le Cadre de suivi des Comportements Collaboratifs de la SWA, l'Initiative de suivi du GLAAS, et la Déclaration de Ngor. Cependant, ces cadres dépendent de la participation et de la validation par acteurs de l'AEPHA au niveau national pour avoir du sens et pour être utilisés pour réguler et améliorer les services d'AEPHA. Ces dimensions supplémentaires offrent de nouvelles perspectives au secteur, mais intensifient également les pressions et les exigences sur les systèmes nationaux de suivi et de reporting, lesquels pourraient ne pas disposer de suffisamment de ressources ou ne pas être préparés à répondre à des cadres de résultats multiples, différents et complexes.

## LE PROBLEME DE L'APPROCHE FRAGMENTEE

Un examen des systèmes nationaux de suivi dans dix pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre a révélé que tous ont connu un certain degré de fragmentation. Ces pays ont donc exprimé le désir de trouver une voie plus harmonisée pour aller de l'avant. Deux types de fragmentation prédominaient au cours de cet examen à savoir la fragmentation par les projets et la fragmentation par les institutions.

La fragmentation induite par les projets est souvent le résultat de l'existence d'une multitude de cadres d'engagements et de résultats qui se chevauchent (qu'il s'agisse de projets à cycle court ou d'initiatives axées sur des programmes) et qui ne sont pas coordonnés. Les initiatives distinctes ont souvent leur propre mérite et peuvent être valides en tant que processus légitimes d'appropriation nationale qui rassemblent de multiples acteurs autour d'un objectif commun. Cependant, lorsque chaque cadre ne fournit la preuve de son efficacité que sur la base de ses propres résultats et que le suivi n'est pas coordonné dans l'ensemble du secteur, la légitimité de chaque ensemble de données et de chaque analyse demeure limitée. Lorsque le modèle axé sur les projets domine et que le suivi demeure fragmenté, il est possible de recueillir une grande quantité de données à des coûts élevés, qui n'appuient pas forcément la responsabilisation à long terme.

Dans le cas de la fragmentation institutionnelle, chaque structure dispose de son propre cadre de suivi et d'un ensemble d'indicateurs de suivi. Les cadres peuvent être basés sur les plans stratégiques institutionnels ou sur la mission et le rôle des institutions. Dans les approches fragmentées, les systèmes de suivi institutionnel fonctionnent généralement de manière isolée, de sorte qu'il y a peu d'innovation ou d'échanges d'apprentissage entre les acteurs et une utilisation limitée du système pour communiquer des résultats entre les parties prenantes internes et externes. Tout comme la fragmentation par les projets, elle présente également un défi pour les mécanismes concertés de responsabilisation et de

planification, puisqu'il n'existe pas de base commune de production de données factuelles qui puissent être validées par les parties prenantes.

#### **Cadres, engagements, normes de référence et directives des associations internationales qui peuvent avoir un impact sur les systèmes nationaux de suivi de l'AEPHA**

- Législation et règlements administratifs
- Plans nationaux de développement
- Attributions nationales et institutionnelles
- Cadre relatif aux droits de l'homme
- Les Objectifs de Développement Durable
- Engagements de la Déclaration de Ngor sur l'assainissement et l'hygiène en Afrique.
- L'analyse et l'évaluation globale de l'assainissement et de l'eau potable (GLAAS)
- Le guide des indicateurs de l'IBNET (International Benchmarking Network for Water and Sanitation Utilities).
- Série de manuels sur les meilleures pratiques de l'Association internationale de l'eau (IWA).
- Normes ISO pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement (par exemple les normes ISO 30500, ISO 24510, ISO 24511, ISO 16075).
- Le programme d'Échange de Données sur les Points d'Eau (WPDx)

## **PARTICIPATION ET RESPONSABILISATION POUR FAIRE FACE A LA FRAGMENTATION**

Il existe des alternatives au modèle fragmenté. Bien qu'il n'existe pas de cadre de suivi national standard ou "meilleur", il existe un moyen de faire correspondre ce qui est nécessaire dans un contexte donné, en reconnaissant les priorités et les besoins d'information des différents acteurs du secteur et leurs responsabilités les uns envers les autres dans le cadre du plan de développement national. Les dix pays de l'étude s'intéressaient tous à "l'harmonisation" des approches et à la découverte d'une approche pratique pour examiner, mettre à jour et renforcer les systèmes de suivi nationaux au fil du temps (y compris une harmonisation avec et une meilleure compréhension de la façon dont les processus nationaux alimentent les engagements et les indicateurs des ODD et y répondent). Une approche participative peut être utilisée pour aborder et comprendre les mécanismes de responsabilisation qui existent dans le secteur et pour examiner et améliorer les méthodes existantes de mesure de la performance et de planification sur la base des données factuelles solides.

## **DIRECTIVES SUR LE RENFORCEMENT DES CADRES NATIONAUX D'INDICATEURS DE SUIVI DE L'AEPHA**

Toute politique (générale, institutionnelle et/ou programmatique) qui cherche à examiner, mettre à jour et réviser un cadre national d'indicateurs sous l'égide d'une institution responsable, devrait suivre les étapes ci-dessous :

### **1. Ouvrir un dialogue pour évaluer et adapter les mécanismes de responsabilisation.**

Une analyse de la situation actuelle est nécessaire pour apporter des améliorations adaptées au contexte spécifique. Étant donné que la responsabilisation est multidirectionnelle et que les processus de suivi sont multipartites, l'analyse et les actions qui en découlent seront mieux en harmonie et mieux adaptées aux besoins du secteur lorsqu'elles seront réalisées de manière participative. Un processus inclusif assure le partage de l'information et la compréhension des cadres existants. Il rend possible une discussion plus nuancée sur la façon dont une approche plus harmonisée peut être adoptée en dépit des

besoins spécifiques et différents des parties prenantes et des cadres de résultats existants. Une méthodologie pour une analyse participative de 12 composantes d'un suivi-évaluation national est disponible dans [la boîte à outils](#). (IRC, UNICEF, and Akvo 2018)

## **2. Examiner les méthodes existantes de mesure de la performance : cadres d'indicateurs nationaux existants, directives, législation, etc.**

Il est important de comprendre les pratiques actuelles de suivi. Cela implique l'examen des pratiques de suivi des différentes institutions, de leurs cycles de suivi et des activités liées à l'un ou l'autre des cadres mentionnés dans l'encadré 1. Il est également important de faire la distinction entre les pratiques formelles et informelles, puisqu'il peut y avoir des pratiques de suivi documentées qui ne sont pas mises en œuvre et des pratiques non documentées qui génèrent et communiquent activement des informations. L'examen devrait tenir compte des ressources disponibles, de la fréquence des activités et des méthodes de collecte de données dans les différents cadres.

## **3. Exigences et lacunes en matière d'information d'enquête pour chaque acteur.**

Déterminer quels sont les besoins d'information dans le secteur. Les ressources étant limitées, demander à chaque institution de déterminer quelles informations sont d'une exigence absolue et lesquelles sont facultatives. Quelle information peut réellement améliorer les décisions ? Quels renseignements provenant des principales parties prenantes sont déjà disponibles et nécessaires pour produire ces informations ? Cela peut nécessiter une expertise externe. Identifier deux types de lacunes : (1) des lacunes dans l'opérationnalisation des cadres d'indicateurs existants, comme par exemple lorsqu'aucune collecte de données n'a lieu pendant les activités de routine ou lorsque l'information n'est pas diffusée aux décideurs locaux, ou (2) des lacunes dans les cadres formels, par exemple, lorsqu'il n'y a pas de niveau de service nécessaire ou de mesures de durabilité tenant compte de la législation nationale et des plans de développement et nécessaires pour soutenir la planification annuelle des districts.

## **4. Élaborer des cadres d'indicateurs nationaux et ceux propres à chaque institution ou à chaque objectif.**

Il convient de faire preuve de prudence avant la définition de nouveaux indicateurs et de nouvelles activités de suivi. La production de données est une première étape et peut s'avérer coûteuse si elle n'est pas intégrée aux activités et responsabilités sectorielles existantes, tels que la fourniture de services ou des visites de soutien d'un agent de district aux communautés. Souvent, les mêmes données brutes peuvent être cumulées ou désagrégées pour répondre à de nombreux besoins d'information différents. Les données brutes peuvent être utiles à l'échelle locale, mais nécessitent un traitement plus poussé pour produire des résultats significatifs pour les parties prenantes à l'échelle nationale, comme par exemple le calcul des taux globaux de fonctionnalité dans une région. Les données échantillonnées d'enquête sur les ménages peuvent n'être utiles qu'aux niveaux régional et national.

La méthode pour l'examen et l'affinement des indicateurs présentée à la Figure 1 fournit un cadre solide pour l'analyse des indicateurs. La réponse à la deuxième question, "L'indicateur est-il nécessaire et utile ?" varie considérablement d'une partie prenante à l'autre. Certains indicateurs appartenant à des cadres institutionnels spécifiques ne sont pas nécessaires dans le cadre général au niveau national.

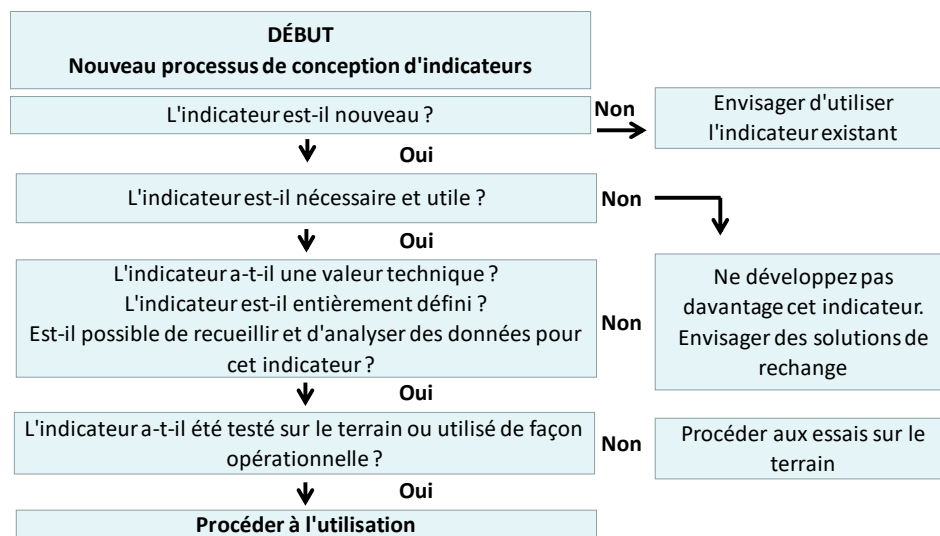


Figure 1: Normes des indicateurs MERG de l'ONUSIDA : Directives opérationnelles pour la sélection des indicateurs pour la riposte au VIH, janvier 2010, p. 6.

Enfin, chaque indicateur devrait s'inscrire dans un ensemble raisonnable d'indicateurs qui, ensemble, répondent aux besoins minimaux requis en matière d'information.

#### 5. Effectuer une évaluation participative des capacités et élaborer un plan de suivi chiffré.

Même un cadre de suivi soigneusement élaboré exige que tous les acteurs aient la capacité et les ressources nécessaires pour s'acquitter de leurs rôles et utiliser des informations pour améliorer les services d'AEPHA. Une fois que les indicateurs et leur méthode de mesure ainsi que les sources de données ont été identifiés, la capacité de chaque institution aux niveaux national et infranational doit être évaluée afin d'identifier les lacunes qui pourraient conduire à l'effondrement du cycle de suivi. Les institutions peuvent discuter et s'appuyer mutuellement pour trouver des moyens efficaces et efficients de répondre aux besoins en matière de suivi de la performance et de produire et partager des données. Une fois que les lacunes sont comprises, il est possible d'élaborer des plans chiffrés pour combler ces lacunes. Il peut s'agir d'une série de plans connexes ou d'un plan directeur validé pour le niveau sectoriel. Des canevas et des formats avec des exemples de plans nationaux de suivi-évaluation chiffrés, sont disponibles dans la [boîte à outils](#).

## Recommandation politique finale

Les ODD fournissent des informations utiles et une vision commune pour le suivi de résultats spécifiques, tandis que les systèmes nationaux de suivi servent un objectif plus large et nécessitent une approche harmonisée et spécifique au contexte au niveau national. Les cadres nationaux d'indicateurs devraient au minimum inclure le suivi de la performance du secteur et renforcer la responsabilité entre les acteurs. Une analyse participative sous la direction du gouvernement est recommandée pour faire le point sur les cadres de suivi existants et identifier les besoins d'information des différents acteurs. Cela devrait également identifier les lacunes et les ressources nécessaires aux différents acteurs pour jouer

leurs rôles respectifs. Enfin, il est possible d'élaborer des plans d'action de suivi qui répondent aux différents besoins spécifiques d'information des acteurs et aux mécanismes de responsabilisation au niveau du secteur, qui sont nécessaires pour parvenir à des services d'eau, d'assainissement et d'hygiène durables et atteindre les ODD.

IRC, UNICEF, and Akvo. 2018. "Toolbox for Strengthening Country-Led Monitoring." The Hague, The Netherlands: IRC. <https://www.dropbox.com/sh/nosyhlumal6mah5/AADrCQGCglifOF-GDGTPiiUMa?dl=0>.



